

15 mars 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Matteo Renzi, président du Conseil des ministres de la République italienne, sur les relations franco-italiennes, la construction européenne et sur l'Union européenne face à la situation en Ukraine, à Paris le 15 mars 2014.

Mesdames, Messieurs,

J'ai été heureux d'accueillir le nouveau président du Conseil italien, Mattéo RENZI qui nous a réservé, j'y suis sensible, la première visite qu'il fait en tant que chef de gouvernement en Europe.

Nous avons, en effet, entre nos deux pays, la France et l'Italie, des relations qui vont au-delà de l'économie et de la politique, puisqu'elles s'inscrivent dans une histoire, une culture et même des langues que nous essayons de parler autant qu'il est possible Mattéo plus que moi ! Il fait l'effort de s'exprimer en français. Il vous en donnera peut-être une illustration... Nous avons aussi de nombreuses entreprises, françaises et italiennes, qui sont dans des coopérations ou des partenariats d'excellence dans tous les domaines. Si je voulais en citer quelques-uns, je dirais notamment le spatial, l'aéronautique, l'industrie de haute technologie...

Mais nous nous sommes surtout rencontrés pour évoquer la situation de l'Europe, de nos deux pays dans l'Union européenne et également les grands dossiers internationaux. Sur l'Europe, nous partageons la même volonté. La France et l'Italie ont une responsabilité particulière. Dois-je rappeler que c'est à Rome que fut signé le traité qui a créé le marché commun et que nous sommes tous les deux des représentants des pays fondateurs de l'Europe ? Nous avons donc des responsabilités.

Nous sommes à la veille du renouvellement du Parlement européen et nous entendons exercer ces responsabilités pour convaincre nos peuples que l'Europe est une chance pour la paix, une chance pour la démocratie Mais elle n'est pas encore regardée comme une chance pour la croissance et l'emploi. Ce doit être maintenant notre objectif. C'est déjà le cas depuis plusieurs mois, à l'initiative de la France et d'autres pays dont l'Italie. Nous devons faire en sorte que la prochaine étape soit autour de la croissance, de l'emploi, notamment de l'emploi des jeunes, parce que le chômage des jeunes dans nos deux pays atteint des niveaux qui sont inacceptables. Nous avons aussi des responsabilités parce que nous devons faire des réformes. Le Président RENZI en a annoncées pour l'Italie. Nous en faisons depuis plusieurs mois pour la France. Dans ces réformes, il y a des points communs. Il y a notamment l'effort que nous devons porter sur la compétitivité de nos économies, sur les structures politiques et administratives et l'effort que nous devons faire aussi pour la justice, notamment fiscale et l'effort que nous devons faire pour que nos pays restent fondés sur un modèle social même s'il doit lui-même évoluer et changer.

Dans les annonces qu'a pu faire le Président RENZI, dans les choix que j'ai fait pour la France, notamment le pacte de responsabilité, il y a beaucoup de points communs : à la fois la reconnaissance que nous devons abaisser le coût du travail et moderniser le marché du travail,

mais aussi faire que le dialogue social et les engagements en terme d'emplois puissent être respectés par l'ensemble des acteurs économiques.

Nous aurons à travailler ensemble, avant le renouvellement du Parlement européen, sur quelques grands sujets, notamment le sujet du climat, puisque nous aurons à donner une orientation pour que l'Europe puisse être pleinement partie prenante d'une négociation qui connaîtra sa conclusion à Paris, l'année prochaine, lors du sommet sur le climat.

Nous avons également évoqué les sujets internationaux les plus brûlants. Pour l'Ukraine, en ce qui nous concerne, nous considérons que le « référendum » ou la consultation n'a aucune valeur légale en Crimée et que tout doit être fait pour que l'on retrouve la voie de la négociation dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Nous avons aussi parlé de plusieurs sujets que nous avons également en commun dans nos politiques respectives. Pour la Méditerranée, le Président RENZI revient de Tunisie. Nous avons marqué là notre solidarité à l'égard de ce pays qui a vu naître le « printemps arabe ».

Plus généralement, nous devons renforcer le lien entre l'Europe et la Méditerranée. C'est d'abord la question de la Libye : il y a eu une réunion importante à Rome ces derniers jours. C'est aussi toute la question du Nord de l'Afrique. Nous envisageons de travailler ensemble sur ces sujets. Il y a aussi la Syrie. C'est hélas une tragédie qui dure depuis trois ans et sur laquelle la France, comme l'Italie, n'entend pas fermer les yeux. Il y a des drames et des massacres qui se produisent chaque jour. Il y a eu une conférence qui s'est tenue à Genève et qui n'a pas abouti. Nous devons continuer à faire la pression indispensable pour qu'une solution politique soit trouvée.

Il y a des sujets qui parfois s'effacent de l'actualité non pas parce qu'il ne s'y produit plus rien, parfois, il s'y produit le pire parce que d'autres prennent une place nouvelle. Je considère que sur la Syrie, nous n'en avons pas terminé tant qu'il y a ces massacres, ces drames, ces tragédies, ces réfugiés, ces déplacés et ces femmes, on le sait aujourd'hui, qui se font violer pour les droits qu'elles essayent de défendre. Il y a la menace qui pèse sur le Liban. Là-aussi, nous sommes solidaires de ce pays. Il s'est tenu à Paris une conférence importante sur le Liban.

Je termine sur la question de l'Afrique, parce que l'Italie et la France veulent être pleinement présentes sur ce grand continent d'avenir ! et faire en sorte qu'il puisse aussi vivre en sécurité. Vous savez que la France est présente en Centrafrique. Une mission européenne a été décidée dans le cadre d'une opération. Je souhaite que l'Italie y prenne toute sa place.

Pour terminer, avec Mattéo, nous aurons autant de consultations que nécessaire. Il arrive aux responsabilités d'un grand pays. J'ai une expérience qui ne date que de deux ans, mais tout ce que je peux te dire sur ce qu'il faut faire et ne pas faire, je te le dirais !

M. MATTEO RENZI

Monsieur le Président, pour moi c'est très important d'avoir la possibilité d'être ici, à Paris, dans une ville que j'adore, surtout avec l'accueil très amical du président HOLLANDE !

Je pense que les relations entre l'Italie et la France sont excellentes et je pense aussi que nous allons travailler ensemble, pour nous c'est très important, d'une façon très efficace. Pour l'intérêt de nos pays, mais aussi, je pense pour l'intérêt de l'Europe. Parce que nous pouvons, nous devons changer l'Europe ensemble. C'est le premier défi que nous devons avoir dans les prochains mois, dans les prochaines années.

Je tiens à souligner de façon très claire aux collègues de la presse italienne que, pour nous, le rapport avec la France ce n'est pas seulement un rapport qui remonte au passé. Après la rencontre que j'ai aujourd'hui avec M. HOLLANDE, je peux vous le confirmer encore une fois. C'est un rapport qui se fonde sur l'avenir. Nous avons besoin de gagner ensemble une bataille importante, une bataille de valeurs dans le monde.

Vous avez écouté les paroles de M. HOLLANDE à propos de l'Afrique. Nous sommes fortement convaincus de tout cela, nous sommes parfaitement alignés sur ce qui a été dit par M.

HOLLANDE. Nous allons faire en sorte que la Méditerranée devienne de plus en plus un lieu d'attraction pour l'Union européenne et pour l'Europe.

Mon avis personnel est que l'Europe, dernièrement, n'a pas suffisamment regardé la Méditerranée qui est le cur de notre continent. C'est pour cela que j'estime que le travail qui a

maintenances qui est le cas de notre continent. C'est pour cela que j'estime que le travail qui a été fait par la France dans certains pays africains et qu'à l'avenir on pourra refaire est très important.

Notre objectif, bien évidemment, est celui de mettre en œuvre la coopération et le partenariat entre nos deux pays. Nous souhaitons travailler ensemble, tout de suite, à partir du prochain Conseil européen sur la thématique du climat et de l'énergie. Nous allons nous consulter de façon régulière et constante. C'est très important pour nos pays et également d'un point de vue personnel. C'est très important pour l'Italie et pour la France, vis-à-vis des engagements que nous avons avec la Commission européenne.

Nous avons d'ailleurs un objectif politique fondamental. Nous devons dire à certains de nos citoyens qui n'ont plus confiance, qui ne croient plus en l'Europe, nous devons leur dire que l'Europe est le lieu du plus grand défi politique que l'on peut faire. Si quelqu'un aujourd'hui ne croit plus en l'Europe parce qu'il a vécu la crise économique en personne Nous pourrions avoir plus d'euros dans nos poches uniquement si vous avons plus d'Europe dans nos institutions et dans nos politiques ! Plus grande sera la présence de l'Europe, plus forte sera la possibilité de récupérer des richesses, en particulier pour les catégories sociales qui ont le plus souffert de la crise.

C'est également une considération de nature politique. Je respecte le rôle du Président de la République française, bien évidemment. Je n'ai rien d'autres à ajouter, parce que je partage tout ce que M. HOLLANDE a dit au sujet de l'Ukraine, tout ce que François a dit sur l'importance des prochains rendez-vous internationaux.

Après la rencontre de Paris, qui a marqué le premier rendez-vous contre le chômage des jeunes, nous aurons une prochaine rencontre à Rome. En Italie, la situation du chômage des jeunes est très préoccupante. Au mois de juillet, nous allons encore relancer ces réformes. C'est pour cela que les réformes que nous avons envisagées devront avoir une mise en œuvre efficace.

Je souhaite que le semestre de la présidence italienne de l'Union européenne soit un semestre où les objectifs partagés par la France et l'Italie soient partagés par tous les autres pays et donc par toute l'Europe. Elle a bien besoin d'être vivante ! Nous disons toujours qu'il faut respecter les limites posées par les traités. Nous le faisons. Mais tout d'abord, nous devons respecter les pères fondateurs de l'Union européenne, nous leur devons ce respect. Nous devons faire en sorte que l'Europe soit le lieu de rencontre des citoyens et des peuples.

#### QUESTION

Une question pour M. RENZI. Vous avez discuté du plan de réforme avec M. HOLLANDE. Etant donné que parmi les réformes de financement de ce plan de réformes vous avez prévu un éventuel dépassement de déficit. Est-ce qu'on va avoir un retard dans l'équilibre budgétaire qui avait été prévu et que la commission européenne nous demandait pour l'année 2014 ? Le gouvernement LETTA avait déjà renvoyé à 2015. Est-ce qu'il y aura un retard ou est-ce que cela reste un objectif prioritaire ?

Je voulais vous demander au sujet de l'autre Europe que l'Italie et la France vont construire peut-être dans les prochaines années Une critique que le président RENZI dans les derniers mois a plusieurs fois faite concerne les limites du pacte de stabilité. Il a dit que l'Italie va respecter tous les paramètres du pacte de stabilité. Mais en même temps, il a exprimé la nécessité, peut-être, de revoir le pacte de stabilité. Je voulais savoir si la France pourra être d'accord avec ce type de chemin, surtout sur les paramètres du déficit de 3% ?

M. MATTEO RENZI

Tout d'abord, il n'y aura aucun dépassement du plafond de 3%. Aucun. Il faut être précis là-dessus. Il y a une marge par contre entre 2,6% et 3%. Nous sommes en ce moment à 2,6%, donc nous pourrions peut-être utiliser cette marge en respectant les limites imposées.

Lorsque je vous parle du pacte de stabilité en fait, je vous parle du pacte de stabilité intérieur, national. Nous avons des modalités d'application du pacte de stabilité. Cela empêche les communes en Italie par exemple de dépenser de l'argent pour les écoles même si on dispose de ces ressources dans le budget des communes. Nous allons donc changer ce pacte de stabilité national afin de permettre que nos enfants aient des écoles dignes d'être appelées écoles.

C'est normal qu'on tienne à la stabilité bureaucratique. Mais nous tenons encore plus à la stabilité de nos enfants et de nos écoles. On respectera toutes les contraintes, bien évidemment. Nous pensons que tout en respectant ces contraintes, nous devons réfléchir avec la nouvelle Commission européenne, afin de voir de quelle façon l'Union européenne peut aider les pays membres à stimuler la croissance et à lutter contre le chômage des jeunes en particulier. Je voudrais terminer en précisant que depuis 20 ans l'Italie a un excédent primaire. C'est presque toujours le cas, parfois ce n'était pas le cas, mais il y a eu un excédent primaire important pendant longtemps. En ce moment nous vivons une phase de difficultés économiques, de difficultés de l'emploi. Alors, afin de changer, nous devons respecter les règles qui ont été imposées par nous-mêmes. Ce n'est pas un ennemi qui nous a imposé ces règles. Mais en même temps nous devons préciser qu'il faut être attentif aux personnes qui sont en difficulté. Il faut faire en sorte de garantir la croissance. Je crois que c'est fondamental pour ceux qui font de la politique, en particulier pour ceux qui font de la politique à gauche en Europe.

LE PRESIDENT

La France et l'Italie sont membres d'une Union européenne. Nous devons respecter les engagements que nous avons passés avec nos partenaires. Il y a un cadre, il y a des règles et nous devons travailler ensemble pour qu'il y ait une stabilité et que l'euro puisse être reconnu comme une monnaie solide. Ce qui est d'ailleurs le cas. Quand je regarde le niveau de l'euro par rapport au dollar ou aux autres monnaies, nous sommes non seulement sortis de la crise de la zone euro, mais nous sommes sûrement l'une des monnaies les plus solides, les plus robustes au monde. Mais cela suppose que les Etats-membres respectent un certain nombre de règles, ce que nous faisons.

L'Italie, le Président du Conseil l'a dit, est depuis des années en excédent primaire. J'aurais bien voulu dire cela que la France depuis 20 ans est en excédent primaire ! La France, depuis longtemps, est en déficit, primaire, secondaire et tertiaire d'ailleurs ! Et à des niveaux plus élevés, depuis des années, que l'Italie. Cela ne veut pas dire que la dette publique française soit au même niveau que l'Italie. Elle est en dessous. Mais nous avons quand même à travailler à réduire les déficits, nous en France, parce que nous sommes au-dessus de 3% ce qui n'est pas le cas de l'Italie.

Mais en même temps que nous respectons nos engagements, nous devons donner encore plus de force au soutien, à la croissance et à l'emploi. C'est cela le grand enjeu. C'est ce que j'avais obtenu, il y a près de deux ans, avec le pacte de croissance. Nous avons effectivement donné des délais aux différents pays. La France et l'Italie en ont été bénéficiaires pour la perspective des déficits. Nous devons mettre davantage l'accent sur l'emploi des jeunes, il y a déjà des décisions qui ont été prises, mais l'enjeu, c'est qu'il y ait plus de croissance. S'il y a d'ailleurs plus de croissance, ce sera plus facile encore d'obtenir des résultats en termes de réduction des déficits et de maîtrise de la dette publique.

Voilà l'objectif que nous nous sommes fixé : mettre plus de croissance. Comment met-on plus de croissance ? En Europe, il y a, à la fois, des pays qui sont en excédent et qui doivent soutenir leur demande intérieure et puis, d'autres pays qui ont un déficit du commerce extérieur, c'est le cas de la France depuis 10 ans. Ces pays-là doivent encore améliorer leur compétitivité, et c'est ce que je fais, c'est le sens du pacte de responsabilité. Parce qu'en améliorant la compétitivité, on va pouvoir vendre davantage et avoir plus de croissance et donc avoir plus d'emplois. Je pense que c'est cette politique-là qui permet d'être, à la fois, conforme aux engagements et aux valeurs qui sont les nôtres, et en même temps conforme aux engagements que nous avons passés dans le cadre européen.

QUESTION

Sur le dossier ukrainien, Moscou ne semble pas s'orienter vers la désescalade voulue par l'Union européenne, dans ces conditions, craignez-vous l'un et l'autre que le référendum de dimanche en Crimée ne soit qu'un prélude d'une déstabilisation totale de l'Ukraine ? M. le Président, confirmez-vous l'annulation de la réunion franco-russe de mardi à Moscou ? Ne pensez-vous pas qu'il conviendrait de suspendre le contrat MISTRAL afin de faire pression sur la Russie ?

## LE PRESIDENT

Je vous remercie pour toutes vos questions. Il y a une pseudo-consultation de la population en Crimée parce qu'elle n'est pas conforme au droit interne ukrainien et au droit international. Il ne peut pas y avoir une consultation organisée sur une partie du territoire, sans que le gouvernement du pays en question ait été associé à l'organisation de ce scrutin. Or tel est exactement le cas. C'est pourquoi, la France, comme l'Union européenne, ne reconnaîtra pas la validité de cette pseudo-consultation.

Lundi, il y a une réunion des ministres des Affaires étrangères. Il y avait eu une échelle de sanctions qui avait été définie par le Conseil européen. Nous y étions. Il y aura donc usage s'il n'y a pas désescalade lundi de ces sanctions qui, je le rappelle, portent sur les visas et sur les avoirs financiers d'un certain nombre de personnalités. Je souhaite qu'il y ait désescalade, et qu'il y ait un groupe de contact qui puisse trouver des solutions dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de la reconnaissance, aussi, des liens qui existent entre la Russie et l'Ukraine. C'est pourquoi le groupe de contact doit être maintenant, si je puis dire, au contact. Mais encore faut-il être deux pour qu'il y ait le contact

Quant au déplacement qui était prévu depuis longtemps, puisque c'est dans le cadre des relations bilatérales entre la France et la Russie, pour décider de ce déplacement, j'attendrai lundi pour connaître exactement ce que sera la position russe après la pseudo-consultation en Crimée.

Quant aux autres sanctions, celles notamment liées à la coopération militaire, c'est le troisième niveau de la sanction. Nous en sommes au premier.

M. MATTEO RENZI

Je suis absolument d'accord avec M. le Président. Je pense que c'est très important que nous travaillions ensemble. C'est très important que la France, l'Allemagne, le Royaume Uni et l'Italie aient travaillé ensemble, dans cette période vraiment difficile, et cela va sans dire avec le Conseil de l'Europe. Je pense que nous allons attendre le rendez-vous de lundi prochain.

## QUESTION

Président HOLLANDE, vous avez dit que vous aviez la même volonté de partager les idées d'une autre Europe La rencontre de RENZI-HOLLANDE, c'est le début d'un changement de politique européenne à partir de la famille socialiste européenne ? Mattéo RENZI, vous avez convaincu M. le Président HOLLANDE de choisir une politique européenne pour changer les orientations en Europe ? L'Italie est présente en Europe, elle essaie d'expliquer ses réformes en demandant en même temps un changement de politique à l'Union européenne. En France, on a parlé en particulier de l'intervention prévue en Italie, c'est une politique de changement également pour la famille socialiste européenne ?

M. MATTEO RENZI

Je pense qu'il n'est pas nécessaire de convaincre M. HOLLANDE de changer d'orientation en Europe. M. HOLLANDE est très disposé. Mais il ne peut pas connaître également le slogan de notre campagne électorale. Je pense sans changer d'avis. Il y a déjà un partage. Les limites et les contraintes européennes doivent être respectées. En même temps, la nouvelle Commission européenne et la nouvelle Union européenne auront la tâche de réduire la différence ou plutôt l'éloignement, le fossé entre l'administration européenne, les administrations et les citoyens. Nous avons l'habitude de nous présenter aux élections. Nous sommes convaincus que lors des prochaines élections les partis populistes auront une possibilité de succès, si nous ne sommes pas conscients du fait qu'il faut également changer l'Union européenne. Il ne s'agit pas de changer les positions des uns ou des autres mais plutôt de travailler ensemble. C'est pour cela qu'il est important de parler du congrès du Parti socialiste qui a eu lieu à Rome. Il est important de travailler ensemble au sein des grandes familles politiques européennes afin de souligner qu'il faut faire en sorte que les citoyennes et les citoyens croient de nouveau en l'Europe. C'est un défi fondamental.

Nous devons être en mesure de changer l'approche des institutions par les citoyens. En même temps, nous devons être capables de former une classe dirigeante qui voit en l'Europe notre amie alors qu'en Italie, certains pensent que l'Europe est notre ennemie. L'Union européenne est notre partenaire

partenaire.

Pour terminer je dois redire que l'Italie doit respecter ses contraintes, non pas parce que M. HOLLANDE ou Mme MERKEL nous le demandent. Mais tout simplement parce que nous devons cela aux enfants de notre pays. Ce n'est pas normal qu'une classe politique ait dépensé l'argent des générations à venir. Nous vous garantissons donc que nous allons avoir ce respect. Pour nos enfants, nous voulons une Europe qui aille au-delà des échanges ERASMUS. Nous avons besoin d'une Europe qui soit vivante, forte et compétitive.

LE PRESIDENT

Une autre Europe, c'est cela le slogan ! Je pense que nous devons faire en sorte que l'Europe corresponde le mieux à l'aspiration des peuples, c'est-à-dire une Europe qui assure la sécurité c'est pour cela qu'elle a été fondée une Europe qui permette d'avoir une libre circulation des marchandises et des personnes, d'avoir un espace politique fondé sur le droit et la démocratie. Rien que pour cela, cela valait la peine de faire l'Europe.

Mais il y a une aspiration qui est celle que nous exprimons à travers ce que nous représentons. C'est d'abord une Europe qui puisse être aussi sûre sur le plan économique, qui puisse donner de l'espoir, notamment dans une période où le chômage est très élevé. C'est ce que nous devons faire, d'abord au niveau des gouvernements.

Permettez-moi de dire que depuis 2 ans que je suis à la responsabilité de Président de la République, j'ai toujours trouvé en l'Italie, avec Mario MONTI et Enrico LETTA, un partenaire pour aller dans le sens de cette Europe de croissance. Nous n'avons pas pu toujours aller aussi loin que nous l'aurions désiré. Mais je veux ici rendre hommage à Mario MONTI et à Enrico LETTA pour l'action que nous avons pu conduire.

Il se trouve que Mattéo arrive à un moment essentiel pour l'Europe, c'est-à-dire à la veille du renouvellement du Parlement européen et donc de la constitution de la Commission. La France et l'Italie ont encore davantage, en tant que gouvernement, à faire entendre leurs voix, telles que nous les avons définies : respect des engagements et en même temps volonté de croissance. Sur le Parlement européen et son renouvellement. Des élections sont prévues le 25 mai. Est-ce que c'est un référendum pour ou contre l'Europe ? Non. Quel que soit le résultat des élections européennes, l'Europe sera là. Ce qui est en jeu dans cette consultation, c'est quelle Europe ? La même ou une Europe qui corresponde à nos objectifs de progrès, de croissance, d'emploi de solidarité ? C'est cela l'enjeu.

Les gouvernements ne pourront agir qu'en fonction du Parlement européen, des forces politiques qui le constitueront après le 25 mai. D'où l'importance de ce scrutin. Ne laissons pas les populistes poser la question. La question, ce n'est pas pour ou contre l'Europe. La question, c'est quelle Europe nous voulons. Sur ce terrain-là, effectivement, il y aura une compétition politique.

QUESTION

La semaine a été particulièrement difficile pour le gouvernement. Vous ne vous êtes pas encore exprimé sur les affaires politico-judiciaires. Nous avons plusieurs questions à vous poser. Tout d'abord, quand avez-vous pris connaissance des écoutes concernant Nicolas SARKOZY ? Avez-vous connaissance du contenu de ces écoutes ? Est-ce que vous renouvelez votre confiance à Christiane TAUBIRA ? Enfin, pensez-vous, comme le montrent les premiers sondages effectués depuis cette affaire, que cette affaire et la gestion de cette semaine auront un impact sur les prochaines élections municipales ?

LE PRESIDENT

Je ne suis pas sûr que ces questions correspondent tout à fait au rendez-vous qui est le nôtre aujourd'hui. Mais quelle est ma responsabilité comme chef de l'Etat ? C'est d'assurer l'indépendance de la justice qui est fondée sur trois principes.

D'abord, la séparation des pouvoirs, c'est-à-dire que l'exécutif n'intervienne pas sur le judiciaire. J'y veille tout particulièrement avec un changement de pratique qui permet de saluer ce qui a été fait depuis 2 ans. Le second principe, c'est le respect des droits de la défense. Je recevrais les avocats qui à un moment ont pu s'interroger sur des écoutes qui avaient été décidées par la justice, et par la justice seule, sur un avocat.

Et puis, le troisième principe, c'est la présomption d'innocence. Il y a des affaires, il y a des

noms qui sont cités, il y a des procédures qui sont en cours. Il ne m'appartient pas ici de les qualifier. Mais la justice passera et je dois faire en sorte qu'elle puisse être incontestable parce qu'elle ne peut pas être contestée, parce que cela c'est un principe fondamental, celui de l'indépendance de la magistrature. C'est aussi la raison pour laquelle je recevrai, à leur demande, les syndicats de magistrats.

Merci